



Octobre  
2019

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. »  
Cours de tactiques 1922, Tomes II »  
Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction :

LCL ® de LEMOS

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :

lesiouxnewsletter@yahoo.fr



## SOMMAIRE

Bataille P. 2

Le coin du préparant P. 5

Fiche de lecture P. 8

Histoire P. 10

Le Sioux vous conseille p.24

## EDITO.

Chers lectrices et lecteurs, Dans ce numéro, "la bataille de Wagram", bataille énigmatique pour les français, voir inconnue.

Elle fut la première bataille à l'issue de laquelle Napoléon échoua à obtenir une victoire décisive sans éprouver beaucoup de pertes. Ceci pourrait être interprété comme étant la manifestation du déclin progressif de la qualité des troupes napoléoniennes, et de l'amélioration de celles de ses adversaires, qui ont désormais compris leurs erreurs passées et ont globalement appréhendé les stratégies de Napoléon.

La fiche de lecture évoque "l'hotel Majestic" « siège de haut commandement militaire allemand en France », l'ouvrage permet une réflexion sur le statut des terroristes et leur assimilation à des milices, et de manière plus large, aux conditions de respect du jus-in-bello.

Nous continuons notre réflexion sur la logistique, mais cette fois en Indochine et plus particulièrement à Na San, où le LCL PY évoque pour nous l'effort logistique consenti à Na San qui a préfiguré l'importance croissante du soutien dans les engagements actuels des forces terrestres.

Et pour finir, direction les PAYS-BAS et plus particulièrement, la ville de GRONINGUE. Cette bataille vit la mort de 44 soldats canadiens et de 130 soldats allemands.

Plus de 100 civils furent tués durant les combats et 270 bâtiments furent endommagés ou détruits. Cette bataille vit également la capture de 5 212 soldats allemands, dont 95 officiers. Le reste des troupes allemandes (environ 2 000 hommes) avaient été déjà évacuées avant la chute de la ville. L'issue de cette bataille permit donc aux Canadiens de lancer une offensive dans le Nord-Ouest de l'Allemagne, la 2e Division d'infanterie canadienne continuera sa progression en Basse-Saxe, où elle affrontera des unités allemandes à Delmenhorst. Cette bataille est également considérée comme comportant les plus massifs combats urbains qu'ait connus l'armée canadienne durant la Seconde Guerre mondiale, toutes batailles confondues.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook <https://www.facebook.com/groups/782917638416377/> que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à [lesiouxnewsletter@yahoo.fr](mailto:lesiouxnewsletter@yahoo.fr).

LCL® Nicolas de LEMOS,

BTIAR, 26<sup>e</sup> Promotion de l'EDG.

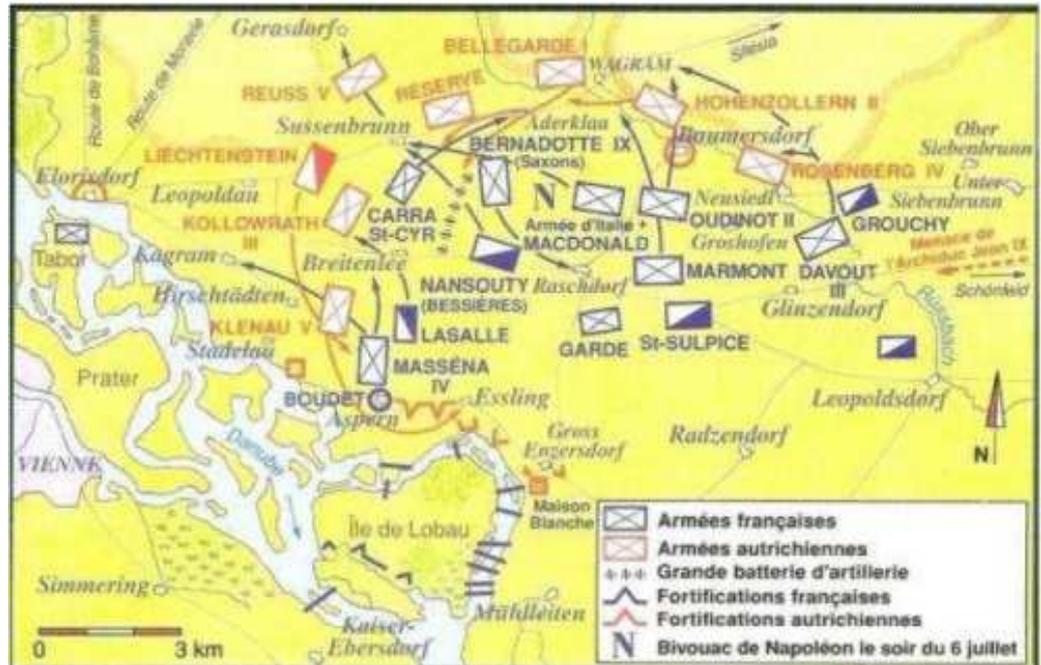
## La bataille de Wagram 5 et 6 juillet 1809

### Contexte :

En 11/1808, Napoléon perd l'initiative. La guerre lui est imposée par l'Autriche désireuse de venger Austerlitz. Une habile campagne de propagande antinapoléonienne réveille les nationalismes en Allemagne. L'Angleterre, toujours désireuse de fomenter des coalitions contre la France, soutient les Autrichiens qui lancent, en 04/1809, une attaque contre deux alliés de Napoléon, la Bavière et le Grand duché de Varsovie. Le conflit se présente donc dans de mauvaises conditions. Napoléon doit faire face à une Autriche belliqueuse, à l'agitation qui couve en Allemagne et à l'Espagne soutenue par l'Angleterre. Le 10/04/1809, le royaume de Bavière est envahi, à la grande surprise de Napoléon qui n'attendait l'offensive autrichienne qu'à la fin du mois. Mais, en Bavière, la pluie et les difficultés d'approvisionnement retardent les 126000 soldats Autrichiens, ce qui permet à l'Empereur d'opérer une manoeuvre visant à tourner l'armée ennemie par le sud et à la couper de Vienne. Ainsi, en 5 jours, du 19 au 23/04, les Français repoussent les Autrichiens d'Allemagne. S'ensuit les batailles de Ratisbonne et d'Essling qui conduisent à une ultime confrontation à Wagram.

### Forces en présence :

A la fin du mois de juin, les troupes d'Eugène de Beauharnais et de McDonald arrivent en renfort, portant les effectifs impériaux à 190000 soldats et 500 pièces d'artillerie. Mais, cette armée est composée de nombreux jeunes conscrits et de bataillons disparates (Bavarois, Dalmates, Italiens, Saxons,...) à la loyauté relative et difficiles à manoeuvrer. Pour sa part, sur la rive gauche, l'archiduc autrichien Charles, bon tacticien, dispose son armée de 136000 hommes



le long d'un front de 20 kilomètres s'étendant autour du village de Wagram et aux abords de la plaine du Marchfeld et des plateaux de Bisemberg et Neusiedel.

### Déroulement :

#### Temps 1 : préparation.

Après la bataille d'Essling, Napoléon déployé le long du Danube transforme l'île Lobau en point d'appui fortifié. Les unités du génie établissent de solides ponts pour relier l'île à la rive droite du Danube. Les pièces d'artillerie, saisies à Vienne, sont déployées

sur l'île en même temps que d'importantes quantités de munitions et de ravitaillements divers. Des ponts mobiles sont construits afin d'être jetés sur la rive gauche du fleuve en lieu et place des traditionnels ponts de bateaux. Mal renseigné, Napoléon estime que Charles s'est déployé à hauteur d'Aspern et d'Essling. Il prépare un plan afin d'envelopper son ennemi par la droite. A la faveur d'un violent orage qui masqua les mouvements français aux Autrichiens, Napoléon entama la traversée du Danube grâce à 4 ponts flottants.

#### Temps 2 : premiers contacts.

Vers 9h, les troupes d'avant-garde (corps de Davout, Oudinot et Masséna) abordent la plaine

de Marchfeld et Napoléon prend conscience que la disposition réelle des forces autrichiennes ne correspond pas du tout à ses plans. En conduite, il donne de nouveaux ordres et déploie ses forces en éventail au pied du plateau de Wagram. Masséna constitue l'aile gauche, Davout l'aile droite, Oudinot, Bernadotte et Eugène le centre. La Garde et la cavalerie, massées à l'arrière, constituent la réserve. Vers 19h, l'ensemble de ses forces ayant traversé le fleuve, Napoléon veut reprendre l'initiative et ordonne l'attaque du centre autrichien, espérant ainsi couper l'armée de Charles en deux. Au cours de l'assaut, les forces italiennes d'Eugène de Beauharnais, qui ne connaissent pas les uniformes des Saxons de Bernadotte, prennent ces derniers pour l'ennemi et ouvrent le feu contre eux. Le désordre gagne l'ensemble de la ligne française et l'attaque est abandonnée.

#### Temps 3 : prise d'initiative autrichienne.

N'ayant pas remporté de succès décisif le 5, Napoléon décide de contenir la droite adverse et de porter ses efforts contre le plateau de Russbach. En raison des difficultés nées de l'attaque d'une position en hauteur, il charge Davout de déborder la gauche

autrichienne. Il prépare simultanément une importante réserve destinée à être engagée au moment le plus opportun. Le 6/07, à 4h, l'archiduc Charles prend le 1er l'initiative en attaquant les ailes françaises. Sur la droite napoléonienne, Davout, prêt à l'offensive, contient l'assaut et s'empare des hauteurs de Wagram. Sur le reste du front FR, les Saxons de Bernadotte reculent sous la pression.

Exploitant cette opportunité, l'archiduc Charles se tourne vers Masséna qui doit se replier. Cette manoeuvre menace de couper aux Français l'accès au Danube. Une contre-attaque de la cavalerie française rétablit heureusement la situation.

#### **Temps 4 : prise de risque française.**

Vers midi, Napoléon, conscient que les lignes autrichiennes sont étirées, décide de frapper le centre autrichien. Une puissante artillerie française, 102 canons confiés à Drouot et répartis sur un front de 2 kilomètres, est déployée. Grâce à sa puissance de feu, elle met l'artillerie autrichienne hors de combat en moins de 30 minutes. Napoléon lance alors la colonne McDonald et ses 26 bataillons formés en un immense carré d'un kilomètre de côté. Elle enfonce le centre ennemi appuyée par la réserve, et coupe les forces autrichiennes en 2. A 14h, l'ensemble des unités françaises repart à l'assaut et met en déroute l'armée autrichienne. Vers 15h, constatant la défaite et privé du renfort qu'il attendait de son frère l'archiduc Jean (11000 fantassins, 2000 cavaliers et 34 canons), Charles ordonne la retraite et se replie en bon ordre vers la Bohême. Il n'est pas poursuivi par une cavalerie française qui est incapable d'exploiter sa victoire après 18 heures de lourds affrontements.

#### **Bilan :**

Grand succès en apparence, Wagram sonne le glas de la 5e coalition. Le 12/07/1809, l'Autriche signe un armistice à Znaim. La paix de Vienne, signée le 14/10/1809, contraint les Autrichiens à abandonner de nombreux territoires et à payer

une indemnité de guerre de 75 millions de livres. La victoire de Wagram coûte à Napoléon 33854 tués et blessés. Les Autrichiens en comptèrent 50000 environ et 7500 prisonniers.

#### **Enseignements tactiques et doctrinaux :**

- Napoléon entretient ses lignes d'opération et de communication en utilisant ses moyens Génie pour garantir sa liberté d'action sur le fleuve.

- Contrairement à ses habitudes, il omet de préciser le renseignement sur l'ennemi, en particulier grâce à sa cavalerie légère, et se fait surprendre par les Autrichiens déployés plus au sud que prévu.

- Lors de la prise de contact, le commandement en conduite, l'absence d'anticipation lors de la préparation de l'attaque (Napoléon n'avait pas envisagé de cas non conforme) mettent en difficulté les généraux et maréchaux français qui doivent commander des unités hétéroclites et peu aguerries. Les tirs fratricides montrent des défauts de mesures de coordination en amont des combats.

- Il prend le soin de reconstituer à chaque phase une réserve pour lui permettre de réagir aux conséquences des frictions et du brouillard de la guerre. Son économie des moyens est une préoccupation majeure pour lui permettre de combattre dans la durée.

- Il lit parfaitement le champ de bataille, bénéficie des saisies d'opportunité de ses subordonnés (subsidiarité) et prend l'avantage au bon moment en concentrant ses efforts grâce à une utilisation massive de ses appuis feux (batterie de 100 pièces d'artillerie).

- La longueur et la l'âpreté des combats le privent finalement de sa liberté d'action puisqu'il est incapable, avec les moyens dont il dispose, d'exploiter sa victoire et de poursuivre les Autrichiens en retraite.

- Les Autrichiens, trop confiants dans leurs succès initiaux, étirent leurs lignes et fragilisent leurs flancs pour tenter l'enveloppement alors qu'ils au-

raient dû exploiter le repli des troupes françaises au début de la bataille.

## **L'ECHO DU CHAMP DE BATAILLE**

**N° 15 – 19 mars 2012**

# INTERDIRE

**Définition :** EMP 60.641  
Mission consistant à empêcher l'ennemi d'avoir accès à telle portion de terrain ou de franchir telle ligne ou d'utiliser tel personnel ou telle installation.

**But :**  
A partir d'une position favorable, combiner le feu et le mouvement pour empêcher la progression d'un ennemi vers une zone pendant une durée déterminée.

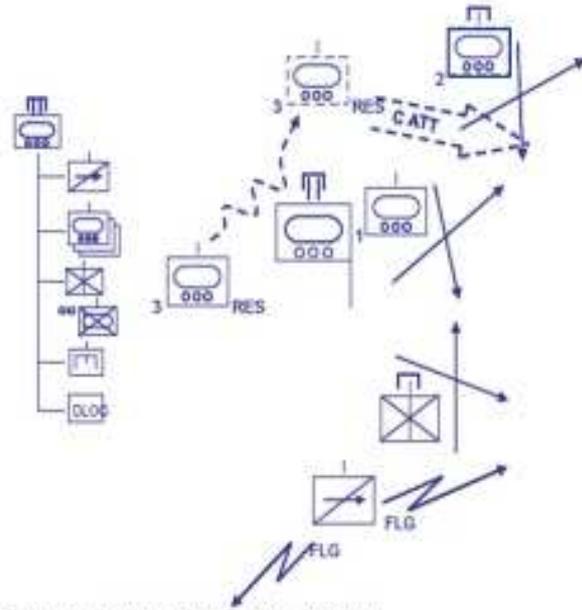
ERI	SGAM	GTIA/SGTIA INF	GTIA/SGTIA ABC
OUI mais à éviter	peu	OUI	OUI

**Comment :**

- 1 ligne de surveillance: RENS et FRN,
- 1 ligne d'arrêt,
- Dispositif devant et/ou derrière la ligne à interdire,
- 1 réserve,
- 1 élément de sûreté latéral (au besoin).

**Facteurs de succès/points clé :**

- Terrain favorable.
- Renseignement sur l'articulation ENI
- Délais importants pour aménager le terrain ;
- Coordination appuis directs et indirects ;
- Préserver au maximum la surprise : discrétion du dispositif et de la mise en place,



**Exemple de dispositif d'interdiction :**

- le GTIA BLD est installé en 1 échelon et une réserve ;
- 3 unités sont en interdiction dans leur fuseau respectif ;
- 1 unité assure la flanc-garde du dispositif.

<b>ZA</b>	<b>RAPFOR : 1 / 1,5 à 1/2</b>
GTIA BLD: 10 à 15 km de front GTIA INF: 6 à 10 km de front ERI: 1 à 3 axes principaux	<b>DUREE: variable / quelques heures</b>

## FICHE DE LECTURE

<b>Titre de l'ouvrage</b>	<b>HOTEL MAJESTIC - Ordre et sécurité en France occupée (1940-1944)</b>
<b>Auteur(s) - Edition</b>	<b>Gael Eismann – Editions Tallandier</b>
<b>Réf. bibliothèque</b>	
<b>Rédacteur</b>	<b>CDT SURACE Patrice – 124 1° promotion</b>
<b>Date de rédaction</b>	<b>02 décembre 2010</b>

### 1/ L'AUTEUR

Maitre de conférences en histoire contemporaine à l'université de Caen et enseignant-chercheur au CRHQ, Gael Eismann a dirigé l'ouvrage "Occupation et répression militaire allemande" (2006). Il a participé à de nombreux ouvrages collectifs, en particulier au "Dictionnaire historique de la Résistance et de la France libre" (2006).

*L'ouvrage est le fruit d'une thèse de doctorat soutenue en 2005 à l'IEP de Paris, sous la direction de Jean-Pierre AZEMA.*

### 2/ SYNTHÈSE DE L'OUVRAGE

#### Remarques liminaires :

L'ambition de ce livre vise à restaurer la vérité (avec toutes les précautions du travail historique) quant au rôle et aux responsabilités de l'appareil militaire allemand à l'égard des Français durant l'occupation. Il écorne ainsi vivement l'image de l'armée allemande qui paraissait jusqu'alors bien immaculée par rapport aux autres acteurs (Hitler, les services SS, l'ambassade allemande à Paris et Vichy).

Il offre une vision nouvelle sur cette période de l'occupation, car il s'appuie sur des archives françaises et allemandes jusqu'alors peu exploitées. L'auteur analyse le rôle du seul pouvoir exécutif militaire chargé de la sécurité en Europe, particularité qui ne s'est pas produite dans les autres pays où une structure civile parallèle a été préférée. Les réflexions portent principalement sur :

Le sujet majeur est le MBF (Militarbefehlshaber in Frankreich). Seule structure chargée de la sécurité en France, elle est scindée en deux organes militaires centraux :

- opérationnel (1300 personnes) : détenant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire
- administratif (1500 personnes) : incluant les services policiers, judiciaires et culturels

Au niveau local, le découpage est similaire. Cette organisation claire en apparence est, dans les faits, génératrice de légers conflits en raison d'attributions floues, mais sans remettre en cause l'efficacité d'ensemble. A l'été 42, la Sipo-SD (police de sécurité et services de renseignements de la SS) lui prend ses prérogatives policières. Elle ne lui est pas subordonnée.

- la répartition des forces en présence
- la distribution du pouvoir décisionnel entre militaires, diplomates, policiers ; leurs relations et les conséquences sur la politique de maintien de l'ordre
- les relations entre les structures allemandes et françaises, leurs limites
- le rôle du HSSPF (haut commandement SS en France)
- la question juive, son influence sur la répression et la position du MBF à cet égard

L'ouvrage est structuré en trois grandes périodes, séparées par deux événements majeurs de la seconde guerre mondiale : l'attaque contre l'URSS et le débarquement en Afrique du Nord. Ces moments clés seront à l'origine de la radicalisation progressive des mesures répressives.

#### **1- La légende erronée du MBF**

La fausse image d'un MBF propre et respectueux des droits de l'homme et des conventions

durant l'occupation tient à plusieurs facteurs :

Facteurs endogènes :

- les officiers du MBF se sont clairement auto-légitimés (prétextant le manque de moyens, d'autorité et d'autonomie) ;
- l'organe juridique a fondé la légitimité de son action sur une interprétation douteuse des conventions (La Haye) en assimilant les résistants à des terroristes ; ceci justifie pour eux l'emploi d'otages et de sanctions lourdes contre tout attentat ou sabotage ;
- le danger sécuritaire a été systématiquement mis en avant pour motiver les exécutions « préventives »
- le MBF a attribué les mesures anti-juives exclusivement aux SS

Facteurs exogènes :

- les bases scientifiques sont discutées par l'auteur (les premiers historiens se fondant sur les récits

des acteurs eux-mêmes)

- des raccourcis parfois grossiers semblent avoir été empreints lors de l'exploitation des archives

## **2- Le maintien de l'ordre et de la sécurité au temps de la Pax Germanica (juin 40 – été 41)**

Il est rappelé à juste titre par l'auteur qu'un système de sécurité viable doit remplir les trois conditions suivantes :

- une armée d'occupation « invincible »
- un occupant « correct »
- un gouvernement occupé souverain

Tel semble avoir été le cas à l'orée de l'occupation.

### **21- Mise en place :**

Le système mis en place se fonde sur un processus de surveillance. N'ayant pas les moyens de couvrir tout le spectre de ses missions sur l'ensemble du territoire, les Allemands se reposent sur l'administration française. Cette dernière conserve sa souveraineté mais le MBF possède un droit d'ingérence absolu (notamment pour juger les partisans gaulistes, les juifs et les communistes). Les relations entre les deux acteurs sont assurées par le DGTO (délégation générale du gouvernement français en territoire occupé), même si des liens directs perdurent.

Dès février 40, le dispositif répressif s'avère intransigeant, car les actions résistantes sont considérées comme portant atteinte à la sécurité des troupes. Aussi, les mesures préventives prévoient l'exécution d'otages et la peine de mort en cas de détention d'armes de guerre, de sabotage, de voies de faits sur Allemand...

### **22- Premières mesures**

L'arrivée d'Otto Abetz à la tête de l'ambassade allemande à Paris donne une impulsion (déjà bien initiée par le MBF) sur le

sort réservé aux juifs en territoire occupé. Il va d'ailleurs s'inspirer de ce qui a été mis en place en Belgique ou en Yougoslavie. L'attitude de Vichy et de la population française sur cette question déçoit les Allemands qui la jugent peu convaincante.

Dès le début 41, la Sipo-SD radicalise la politique antijuive afin de réaliser la solution finale (déportations) en liaison avec Valla (gouvernement de Vichy). Certes l'impulsion est allemande, mais les ordonnances sont françaises, car cela évite le rejet massif par la population des mesures prises.

En fin de compte, la politique antijuive du MBF résulte de considérations sécuritaires, liées à la menace judéo-bolchevique, idéologiques<sup>1</sup> voire économiques (amendes, confiscations). Elle tient surtout à la rivalité de pouvoir entre la Sipo-SD, l'ambassade et lui-même.

### **3- L'invasion de l'URSS et la radicalisation des pratiques répressives du MBF (été 41-juin 42)**

A compter de l'invasion de l'URSS, la situation se radicalise avec le recours systématique aux sanctions collectives en cas de sabotage (restrictions de libertés notamment) en se focalisant sur les communistes et les juifs. Cela tient tant à la multiplication des attentats qu'à l'attentisme du gouvernement français. Le tournant est pris lors de l'attentat meurtrier de l'aspirant MOSER au métro BARBES le 21 août 41. Un code pour les exécutions est alors diffusé (28 mars 41), normalisant les exécutions en fonction des exactions constatées (sorte de barème de sanction).

<sup>1</sup> Sur la moralité du MBF : l'auteur la remet clairement en cause. Il considère les officiers du MBF comme traditionnalistes, conservateurs et adhérent pour une grande majorité aux théories nationales-socialistes. Ils assimilent en grande majorité les résistants à des terroristes.

Le rôle du MBF est ambigu à cet égard, car il s'oppose aux directives d'Hitler tout en appliquant des mesures répressives dures :

Otto Von Stulpnagel (chef du MBF) réussit notamment à atténuer les directives du Führer qui prévoit 50 à 100 otages par Allemand tué. Il privilégie en effet l'action de Vichy et procède à des exécutions mesurées, et ce pour cinq raisons :

- des considérations raciales classant la France en dehors des communautés inférieures avec le secret espoir d'une réconciliation ;
- la volonté plus contestée d'une justice véritable ;
- la préférence avérée aux déportations qu'aux exécutions ;
- la volonté de conserver la collaboration de la population (et de Vichy, Pétain s'indignant des exécutions « préventives ») ;
- la volonté de maintenir la légitimité des sanctions et éviter les martyrs.

Pourtant, en parallèle, le MBF insiste auprès de Vichy pour qu'il muscle ses actions. Il exige de sa part des peines capitales plus importantes. Il enquête, interroge, réquisitionne et procède aux arrestations pour des affaires de responsabilité française. Il oblige Vichy à désigner des otages et à contrôler les camps. Dans un autre registre, il procède aux premières exécutions massives avant que le Führer ne le demande, avec l'idée de démontrer que leur impact est contre-productif.

La crainte sécuritaire se focalise désormais sur les juifs et les communistes. L'invasion de l'URSS permet d'identifier l'ennemi : les judéo-bolchéviques, jugés criminels de droit commun. Les mesures col-

lectives débutent (marquage à l'étoile jaune, rassemblement en camp...). Le choix des otages ne va plus se porter sur les notables (chefs de réseaux) mais sur les « victimes expiatoires », la solution finale débutant en décembre 41 en Europe. Le MBF compte sur l'antisémitisme de Vichy et de la population pour atténuer l'impact des répressions. Il propose en outre de remplacer les exécutions par des déportations pour conserver la collaboration française. A cet effet, il regroupe dès le début 42 les juifs dans des camps d'attente (comme Compiègne). Dannecker (chef de la Sipo-SD) va se servir de cette mesure pour accélérer la mise en place de la solution finale. Les déportations vont masquer initialement le génocide en destinant les déportés au travail forcé (jusqu'à épuisement...).

Ainsi, le MBF a bien devancé les mesures répressives au commencement de l'occupation mais a cherché à en limiter les impacts jusqu'à ce que la pression de Berlin se fasse trop forte.

#### **4- Le MBF accompagne l'escalade de la répression allemande conduite par les services du HSSPF (juin 42 – septembre 44)**

Le 1<sup>er</sup> juillet 42, les forces de police sont confiées à la Sipo-SD par l'intermédiaire du HSSPF (chef supérieur de la SS et de la police), le général SS Karl OBERG. Ceci tient aux reproches faits par Hitler et Keitel (chef des armées) qui jugent le MBF trop dépendant de Vichy et insuffisamment ferme. Oberg réinsère Laval à Vichy (partenaire zélé bien identifié), crée une réserve d'otages à fusiller et accélère les déportations (41500 contre 17500 pour le MBF).

La passation de pouvoir se réalise sans grande difficulté, que ce soit au niveau central entre Oberg et Stulpenagel ou au niveau local. Les prérogatives judiciaires restent cependant du

ressort du MBF qui poursuit une répression implacable.

A compter de la fin 42, les violences s'accroissent en raison de la crainte d'un débarquement imminent (depuis l'opération Torch de novembre), de l'intensification des activités des maquis et de la résistance, et de la précarisation voire de l'isolement des collaborateurs vis-à-vis de leurs concitoyens. Le MBF perd sa primauté sécuritaire au profit de la Sipo-SD et du haut commandement des forces armées (directement aux ordres d'Hitler).

Pour gérer la zone sud nouvellement occupée, le KHSF est créé avec un HSSPF sud. Il s'agit d'une structure militaire autonome rattachée au MBF. En cas de débarquement en France, les armées chargées des secteurs côtiers de combat récupèrent le commandement de l'ensemble des troupes qui y sont stationnées, le MBF ne conservant que celles en base arrière. A compter de janvier 44, des kampfbataillone sont créées le long des côtes sous le commandement de l'OBW (commandant en chef du front ouest).

Pour faire face aux mouvements de résistance sont créées des Jagdkommandos, équipes spécialisées dans la lutte contre les « bandes terroristes », usant des mêmes méthodes que ces derniers. En renfort, sont envoyés huit Ostbataillon armés d'ex-prisonniers russes (habités à procéder à des représailles bien plus virulentes). Le haut commandement militaire (dicté par Hitler) impose des sanctions qui ne font plus le distinguo civils / terroristes. Le 04 mars 44, Keitel décrète l'exécution immédiate de tous les terroristes sans aucune forme de procès (autrement dit, plus de prisonnier).

Après le débarquement en Normandie, le LXVI<sup>e</sup> corps de réserve est déployé pour sécuriser

certains départements (Corrèze, Dordogne, Indre) au profit du KHSF. Les exécutions se poursuivent (Oradour), dont 8 000 tués directement sous la responsabilité du MBF. L'OBW incite à s'en prendre directement aux populations civiles afin d'intimider et de dissuader les résistants.

Conservant sa logique jusqu'au bout, le MBF propose au haut commandement en juin 44 que les résistants soient assimilés à des « milices » s'ils respectent les conditions suivantes :

- un chef identifié
- un insigne distinctif
- le respect des lois de la guerre et notamment le port ostensible des armes

L'OBW le rejette bien évidemment. Le MBF est finalement dissout le 03 septembre 1944.

#### **Conclusion :**

*Aucun membre du MBF n'a été inquiété en raison de la légende qu'il s'est lui-même construite. Pourtant, il est bien à l'origine de la politique sécuritaire sans concession issue d'une lecture minimaliste des droits reconnus aux civils. Vichy y trouve une place de choix, oscillant entre surenchère, convergence et soumission. Loin d'être une guerre idéologique et d'anéantissement comme sur le front est, le MBF a davantage cherché à briser l'ennemi héréditaire sans l'annihiler.*

*Au total, l'auteur a recensé 45 000 à 60 000 victimes civiles entre 1940 et 1944, en sus des 72 000 juifs morts en camp.*

#### **3/ AVIS PERSONNEL :**

Particulièrement bien documenté, riche de références et d'annotations, l'ouvrage offre une vision nouvelle sur l'occupation en France. Il redistribue les responsabilités des divers acteurs en chargeant lourdement le MBF.

Il est particulièrement intéressant de comprendre les motivations de ce dernier. Car elles expliquent que, malgré une concurrence avec les SS et l'ambassade, l'atteinte des objectifs globaux est demeurée le fil conducteur. Le MBF n'a voulu que les adapter au théâtre français. Ceci démontre bien l'importance de l'autonomie décisionnelle du niveau opératif. Il n'a pu s'exprimer pleinement dans le cas présent en raison de la personnalité du chef des Armées allemandes.

Par ailleurs, le livre pose la question de l'affectation des missions de police à une autorité militaire. Il présente le choix allemand qui a consisté en sa délégation à l'autorité occupée (le MBF à l'égard de Vichy) puis à un service spécial (HSSPF). Ailleurs en Europe, le choix d'une autorité civile a été retenu. Sans juger de la solution la meilleure, il paraît évident que le contexte d'engagement la détermine pour une part importante comme l'idéologie de l'occupant.

L'ouvrage permet enfin une réflexion sur le statut des terroristes et leur assimilation à des milices, et de manière plus large, aux conditions de respect du jus in bello. L'interprétation du droit conditionne (ou non) la liberté d'action du chef. Ici en l'occurrence, les considérations humanitaires n'ont eu qu'une place anecdotique, conférant aux services policiers et judiciaires une latitude immense.

Il aurait été souhaitable, pour une lecture plus claire, d'avoir en annexe l'historique des divers chefs s'étant succédés aux postes clés des hauts commandements militaires, SS et à l'ambassade française lors de la période étudiée.

Ouvrage très intéressant pour qui souhaite approfondir ses connaissances de cette période de l'Histoire, ou à qui s'intéresse aux problématiques sécuritaires.

## LE RÔLE DÉTERMINANT DE LA LOGISTIQUE À NA SAN

À l'automne 1952, alors que la situation militaire est délicate en Indochine et que le Viet-Minh prépare une offensive qui se veut décisive au nord du Tonkin, le général SALAN, commandant en chef du Corps Expéditionnaire Français, décide de regrouper les forces de la Rivière Noire et de la Haute Région. Les ordres qu'il transmet le 17 octobre au général de LINARÈS, commandant les Forces Terrestres du Nord-Vietnam (FTNV), prévoient le lancement d'une puissante contre-offensive sur les arrières viet-minh (Opération *Lorraine*) et l'installation du camp retranché de NA SAN. La définition des missions données à la base de NA SAN au mois d'octobre 1952 revêt deux aspects majeurs : d'une part, constituer un rôle défensif capable d'arrêter les unités régulières du général GIAP ; d'autre part, permettre le ravitaillement opérationnel et le soutien logistique direct de toutes les unités de la région.

La logistique a joué un rôle majeur à NA SAN parce que le colonel GILLES, commandant la Groupement Opérationnel de la Moyenne Rivière Noire (GOMRN), a su mettre en place une organisation efficace du soutien capable de s'adapter aux évolutions de la situation opérationnelle.

### LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA BASE

Hameau du pays Thaï Noir situé à 200 km d'HANOI environ, dans une vallée d'environ 6 km de long sur 2 km de large, le site de NA SAN a été choisi pour trois raisons essentielles. Tout d'abord, sa piste d'aviation en terre battue est « dakotable » en toutes saisons. Une vaste plateforme naturelle la prolonge et peut permettre le stationnement des avions ainsi que leurs mouvements au sol. Ensuite, le site est idéalement situé sur les axes de communication en direction

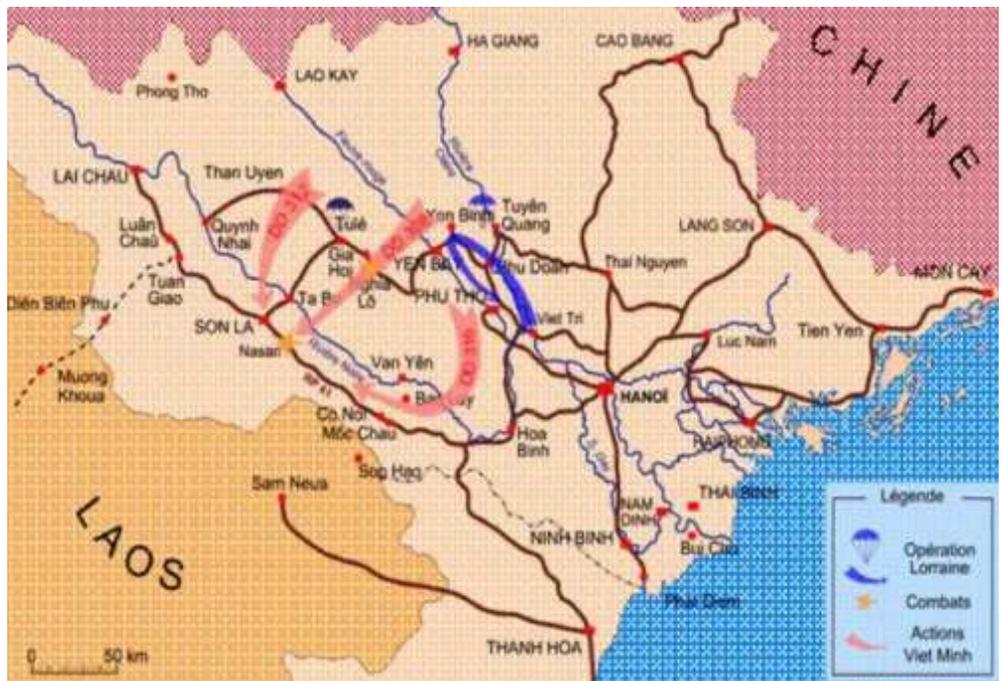
du nord et du Laos puisqu'il se trouve à trente kilomètres de SON-LA, à proximité immédiate de la R.P. 41. Enfin, l'aménagement en points d'appui (P.A.) des pitons qui entourent le site permet de garantir autant que possible l'intégrité de la piste.

La base de NA SAN voit ses missions précisées et doit désormais jouer un triple rôle dans les opérations à venir. En premier lieu, les P.A. qui entourent le site doivent servir à briser l'offensive viet-minh et le général GIAP doit y perdre ses meilleures divisions. Deuxièmement, la constitution d'importants dépôts opérationnels doit favoriser le soutien au plus près des bataillons engagés. Troisièmement, la présence de bataillons (réserve mobile) en alerte immédiate auprès du P.C., doit permettre de lancer les contre-attaques et rayonner autour du site.

aux 12 000 hommes du Centre de Résistance les moyens de tenir les P.A., puis soutenir directement ceux qui reprennent l'offensive en direction de SON-LA, YEN-CHAU et CONOÏ. D'autre part, afin de s'opposer aux unités viet-minh lancées à l'assaut du pays Thaï, il faut perturber, voire interdire les voies de communication et les circuits d'approvisionnement. Éloignées de leurs bases et privées de leur propre soutien, elles seront ainsi contraintes de se retirer.

L'aménagement et la montée en puissance de la Base de NA SAN s'effectuent en un temps record (20 octobre au 30 novembre) sous les ordres du colonel GILLES. Les responsables de la logistique sont directement installés au PC opérationnel et travaillent en étroite liaison permanente avec le commandement de l'opération et avec l'Armée de l'Air.

« Dans cette machine énorme



La logistique est ainsi au cœur des combats de NA SAN. D'une part, compte tenu des forces françaises et de l'Empire engagées, il devient impérieux de recueillir les unités du nord de la Rivière Noire en cours de repli, ravitailler au jour le jour et par tous les moyens les éléments qui

qui s'appelle une opération aéro-terrestre, chacun a sa place et sa mission à remplir. Le succès d'un tel programme ne peut être total que si chacun se plie aux règles des urgences fixées par le commandement, et que si chacun accepte de tenir compte des servitudes techniques qui condi-

tionnent le fonctionnement des différentes armes et services. C'est exactement ce qui s'est passé à NA SAN. L'admirable camaraderie de combat qui s'est créée là-bas, dès le premier jour, autour du colonel GILLES, s'est traduite dans le domaine du ravitaillement aéroterrestre par un travail d'équipe extraordinaire qui a contribué plus que tout au succès d'un tel programme... » (Intendant militaire de 2ème classe BUNEL, chef de l'Intendance opérationnelle du Tonkin)<sup>1</sup>

La totalité du ravitaillement, dans tous les domaines, arrive par voie aérienne. En période de pointe, il se pose un avion toutes les 10 minutes, et le trafic atteindra jusqu'à 440 mouvements en 36 heures. Sachant qu'un Dakota embarque 3 tonnes de fret utile et un Junker 2 tonnes, les volumes mis en place à NA SAN sont particulièrement impressionnants : pour la seule période du 21 novembre au 11 décembre 1952, 3 950 tonnes de matériels (plaques P.S.P.<sup>2</sup>, barbelés...), de munitions (obus<sup>3</sup>, mines,...) et d'armement sont aérotransportés. A ces matériels il faut ajouter les chargements les plus divers : pièces d'artillerie, camions-bennes, bulldozers et bétonneuses, mulets et animaux de bât. Il est alors nécessaire de recourir aux avions gros porteurs de l'époque, « Bristol », dont la carlingue s'ouvre à l'avant, permettant l'embarquement des charges les plus lourdes ou volumineuses.

### ORGANISATION ET MISSIONS DE LA LOGISTIQUE

Malgré sa dépendance vis-à-vis du pont aérien, le dispositif logistique de la base aéroterrestre de NA SAN tire sa force à la fois de sa capacité à répondre aux évolutions de la situation opérationnelle et de l'intangibilité de son organisation.

Tout en assurant la montée en puissance de la base et le ravitaillement des unités présentes sur le site, les services soutiennent également les éléments les plus avancés du dispositif français : « ... souvent le commandement demande que le ravitaillement soit poussé par nos soins

jusqu'aux positions de l'avant : chaque fois qu'il faut monter ces convois très risqués, il se présente plus de volontaires qu'il en est besoin... » (Intendant militaire de 1ère classe BUNEL)<sup>4</sup>, La mission de la logistique est en permanence adaptée aux besoins opérationnels. Elle comporte chronologiquement quatre phases qui répondent à l'impératif défini par le général SALAN : « NA SAN doit être considérée comme base opérationnelle intangible et comme telle défendue coûte que coûte. » Jusqu'au 19 octobre 1952, il s'agit de soutenir les unités du nord de la Rivière Noire en cours de repli. Du 19 octobre au 23 novembre 1952, il faut ravitailler en permanence et par tous les moyens les éléments qui mènent un combat retardateur au sud de la Rivière Noire. Du 23 novembre à

1 « Le service de l'Intendance à NA SAN » Intendant militaire de 2ème classe Bunel, Revue de l'Intendance - N°27 - 1953

2 Plus de 10 000 plaques P.S.P. sont nécessaires pour aménager et renforcer les 1 200 mètres de la piste d'aviation.

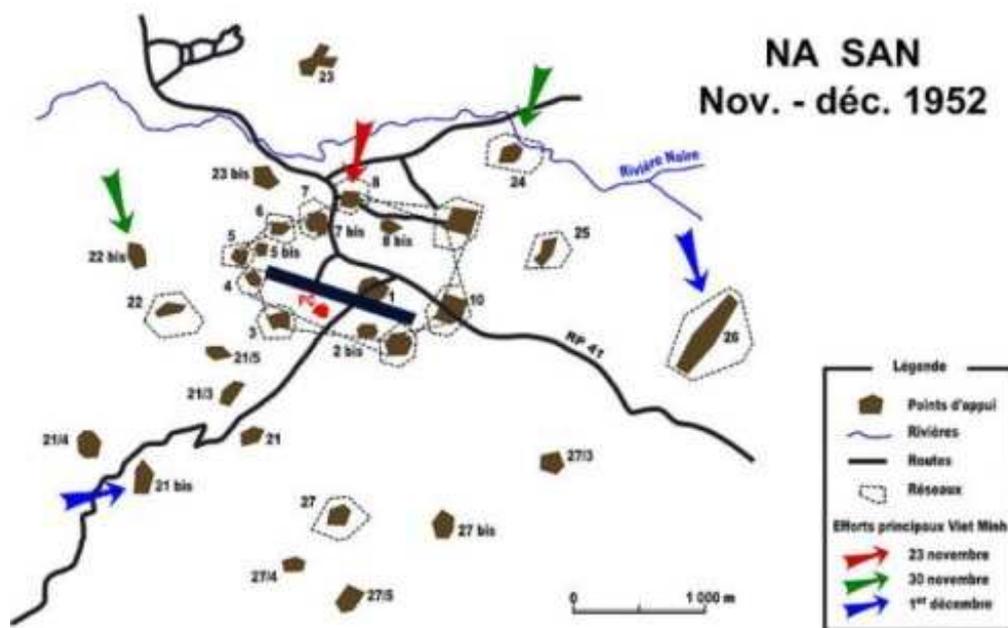
3 Pour contrer les offensives viet-minh du 30 novembre et du 1er décembre, l'artillerie tire entre 12 000 et 15 000 obus ; or 90 coups de 105 avec leur emballage pèsent à eux seuls environ 2,5 tonnes, soit le chargement d'un Dakota.

4 « L'Intendance militaire en opérations en Indochine » Intendant militaire de 1ère classe Bunel, Revue Historique des Armées - N°4 - 1957

5 Jacques Favreau, Nicolas Dufour, NA SAN, la victoire oubliée (1952-1953), Economica, 1999

6 Extraits du « Journal de Marche » du Lieutenant Bertrand (2ème BEP) à la date du 24 novembre 1952.

et donc ravitailler SON-LA, YEN-CHAU et CONOÏ.



novembre-début décembre, et donc ravitailler Son-La, Yen-Chau et Conoï.

la mi-décembre, il faut tenir NA SAN face aux attaques du Viet-Minh et, en particulier, fournir aux points d'appui les vivres, l'eau et les munitions. De la mi-décembre à la fin juillet 1953, la mission consiste à rayonner autour de la base et de reprendre l'initiative après les combats de fin novembre – début décembre,

Cette évolution est conforme à l'« instruction personnelle et secrète » du 19 octobre 1952 dans laquelle le général de LINARÈS demande au colonel GILLES « d'organiser la défense de la Rivière Noire en la centrant sur NA SAN qui sera la base de ravitaillement de la zone ».



Si les missions de la logistique à NA SAN évoluent, son organisation restera la même de novembre 1952 jusqu'au démontage de la base en juillet 1953 ainsi que l'a démontré le général FAVREAU dans son ouvrage NA SAN, la victoire oubliée (1952-1953). Le site est organisé à la fois autour d'un « centre de résistance » chargé de garantir l'intégrité de la place forte pour la partie opérationnelle et d'une « base » au sein de laquelle oeuvrent les services pour la partie logistique. C'est le colonel GILLES, chef du GOMRN et du centre de résistance qui coordonne les actions opérationnelles et le soutien logistique : « il décide de l'implantation des services suivant un plan d'ensemble. Il veille à ce qu'ils soient parfaitement protégés et qu'ils assurent leur défense rapprochée par leurs propres moyens »<sup>5</sup>. Le lieutenant Bertrand (2ème BEP) souligne également dans son « Journal de Marche » « l'impulsion que donne le colonel GILLES. C'est un « vieux fantassin » qui commandait déjà à HAO TRACH sur la R.C. 6 et ici son obsession c'est l'organisation du terrain. (...) Finalement il harcèle tout son monde et oblige à un tel travail que chacun est motivé et que NA SAN devient un centre de résistance très solide... »<sup>6</sup>

L'ensemble des composantes du soutien sont représentées à NA SAN.

Au terme de sa montée en puissance, le Service de Santé, comprenant une antenne chirurgicale (Antenne Chirurgicale Mobile n°901) et un organe de maintenance sanitaire, dispose sur place des matériels et des médicaments nécessaires au soutien de 10 bataillons opérationnels pendant 30 jours. Un Dépôt de Ravitaillement Sanitaire Adapté assure les approvisionnements des bataillons isolés opérant dans le pays Thaï. Dévolue au soutien en carburants, huiles, ingrédients et produits spéciaux, la 730ème Compagnie de Ravitaillement en Essence assure l'approvisionnement des avions, des hélicoptères et des véhicules. Ravitaillé par fûts de 200 litres, le Dépôt Opérationnel des Essences dispose de stocks initiaux permettant 5 jours d'autonomie, progressivement portés à 12 jours, soit plus de 50 000 litres d'ingrédients et de carburants divers.

Le Service du Matériel (11ème Compagnie Moyenne de Réparation du Matériel) doit en particulier soutenir un parc vieillissant de plus de 150 véhicules et gère un dépôt de munitions correspondant à 45 UF<sup>7</sup> pour les bataillons et à 5 UF pour l'artillerie.

Dans le même temps, le Groupe d'Exploitation de l'Intendance

aménage et équipe ses dépôts enterrés : magasins à vivres, magasins d'habillement, boulangeries de campagne, chambres froides, économats. Il dispose des réserves nécessaires pour continuer son action en cas de rupture du pont aérien.

La dépendance du pont aérien constitue indéniablement le point faible de la base logistique de NA SAN. Bien que les moyens aériens soient limités en Indochine, une coopération interarmées exemplaire a permis de planifier les approvisionnements en fonction de leur urgence et des priorités opérationnelles. En outre, les différents services ont su

s'adapter face aux difficultés qui ont affecté le bon fonctionnement de la logistique.

## ENSEIGNEMENTS DE NA SAN

A court terme, NA SAN a constitué un succès tactique<sup>8</sup> dont les Français n'ont pas su tirer les meilleures leçons, ce qui n'a pas été le cas du général GIAP.

Outre les erreurs tactiques que furent la non-exploitation des succès obtenus au plus fort de la bataille et l'évacuation<sup>9</sup>, l'Etat-major français commettra l'imprudence d'ériger la base aéroterrestre de NA SAN en véritable doctrine alors que le modèle proposé ne constitue qu'une alternative. Ainsi, le Haut-Commandement voudra appliquer stricto sensu les principes de cet « heureux coup de dés »<sup>10</sup> à DIEN BIEN PHU sans prendre en compte deux contraintes liées à la logistique. Tout d'abord, la fermeture des aérodromes de LAI-CHAU et de NA SAN reproduisait avec des élongations supérieures cette dépendance vis-à-vis du pont aérien. De plus, l'organisation du terrain conjuguée à l'emploi de l'artillerie (enterrement des batteries vietminh, inefficacité des tirs de contre-batterie français) n'a pas permis de protéger la piste d'aviation et le centre de résistance.

A l'inverse, le général GIAP a su tirer les meilleurs enseignements de son échec à NA SAN. Sur le plan logistique, il en a déduit que pour assiéger et réduire une base aéroterrestre, il lui fallait disposer d'un soutien sans faille qui assure l'approvisionnement en vivres, en munitions et en explosifs. C'est ce qu'il mettra en pratique par la construction de la route carrossable qui mène de la Chine jusqu'à TUAN GIAO, soit à 50 km de DIEN BIEN PHU. Ainsi que l'a expliqué le général FAVREAU, « ce soutien logistique lui donnera le temps d'étudier et de reconnaître son terrain avant de lancer ses attaques et de mener un long siège de plusieurs mois »<sup>11</sup>.

A long terme, on peut cependant considérer que le soutien logistique à NA SAN préfigure celui de nos forces terrestres actuelles.

En premier lieu, l'organisation du commandement dans laquelle les responsables de la logistique sont installés au PC opérationnel n'est pas sans rappeler celle du Commandement des Forces Terrestres. En effet, le Com.F.T. dispose non seulement d'une division logistique au sein de son Etat-major mais également d'un général adjoint Logistique qui lui est directement subordonné.

En outre, la présence de l'ensemble des composantes de la logistique (soutien au stationnement, maintenance, ravitaillement, intendance, soutien santé, soutien pétrolier) illustre la similitude entre la base aéroterrestre de NA SAN et les bases logistiques actuelles (BLT, BLD) telles qu'elles sont décrites dans les différents manuels d'emploi du Groupement de Soutien Terre<sup>12</sup> et du Groupement de Soutien Divisionnaire<sup>13</sup>. Ces bases comprennent différentes zones liées aux domaines logistiques : Ravitaillement-Transports, Maintenance, Soutien de l'Homme, Essences, Santé.

Enfin, en termes d'accomplissement de la mission, certains aspects apparaissent très actuels. Dans le domaine du soutien sanitaire, on

retrouve dans la description qui en a été faite par le général FAVREAU le principe du soutien de l'arrière vers l'avant tel qu'il est pratiqué par la chaîne Santé (relève, ramassage, triage) : « chaque point d'appui dispose d'un poste de secours qui demande les évacuations des blessés qui sont brancardés jusqu'à un véhicule ou enlevés par hélicoptère si c'est possible et si la gravité de leurs blessures le nécessite. Au centre de triage, le médecin détermine le degré d'urgence des évacuations et n'opère sur place que les cas présentant une extrême urgence qui sont immédiatement transportés à HANOÏ après réanimation. »<sup>14</sup> Dans le domaine de l'Intendance, les principes des rations alimentaires différenciées adaptées aux spécificités culturelles (européens, annamites, thaïs, musulmans...), des rations « G »<sup>15</sup>, des vivres frais, du pain rappellent la gestion actuelle des vivres opérationnels.

En définitive, le succès obtenu à NA SAN, dans lequel la logistique joua un rôle déterminant, l'a été par la conjonction de différents facteurs mis en exergue par le chef de bataillon CASSO :

- « Un chef, un homme d'airain, comme on en retrouve dans les Pyrénées catalanes.
- Un heureux dosage de troupes excellentes, soutenues par des services qui connaissent l'enjeu d'une lutte dos au mur.
- Une organisation défensive, moulée au terrain et adaptée aux moyens.
- Un pont aérien sans défaillance, c'est-à-dire un soutien logistique soustrait à l'insécurité des pistes.
- Enfin, une conception opérationnelle qui avait inspiré, a priori, au commandement, une confiance totale que son efficacité devait, par la suite, lui mériter. »<sup>16</sup>

7. Unités de Feux : dotations en munitions.
8. Le Maréchal Juin qualifiera NA SAN de « chef d'oeuvre d'art défensif ».
9. Effectuée, en totale coordination interarmées entre les forces aériennes et logistiques, cette opération délicate a été parfaitement menée, en conformité avec les planifications de l'Etat-major.
10. Selon l'expression du général Blanquefort.
11. Jacques Favreau, Nicolas Dufour, *NA SAN, la victoire oubliée (1952-1953)*, Economica, 1999

12. LOG 31-911 - Manuel d'emploi du groupement de soutien terre. Approuvé le 22 juillet 2005 sous le n°565/DEF/CDEF/DEO/B.LOG - Edition 2005
13. LOG 32-911 - Manuel d'emploi du groupement de soutien divisionnaire. Approuvé le 24 janvier 2005 sous le n°66 /DEF/CDEF/DEO/B.LOG - Edition 2005
14. Jacques Favreau, Nicolas Dufour, *NA SAN, la victoire oubliée (1952-1953)*, Economica, 1999
15. Rations de guerre.
16. Chef de bataillon Casso, NA

Ainsi, l'effort logistique consenti à NA SAN a préfiguré l'importance croissante du soutien dans les engagements actuels des forces terrestres. « L'intendance suivra », disait Napoléon. Devenue logistique, elle accompagne désormais la manœuvre interarmes à laquelle elle s'intègre pleinement.

**LCL P.A. PY**

## La libération de GRONINGUE Un champ de bataille urbain.

**A**vec le franchissement du Rhin par les Alliés pendant la dernière semaine de mars 1945 tomba la dernière grande barrière sur la route menant au cœur de l'Allemagne. L'armée allemande à l'Ouest avait subi une défaite majeure en Rhénanie au cours de laquelle les Forces canadiennes avaient joué un rôle capital, mais subi des pertes effroyables. Ce fut une véritable hémorragie de 379 officiers et 4 925 militaires du rang<sup>1</sup>.

C'est par conséquent avec un sentiment de soulagement et même d'euphorie que les Canadiens quittèrent la région de Reichswald et franchirent le Rhin. Le mois de mars 1945 fut un jalon important pour le Canada : pour la première fois de la guerre, toutes les troupes canadiennes en campagne étaient réunies sous le commandement du général H.D.F. Crerar. À partir de cette date et pendant le reste de la guerre, le 1er Corps canadien du Gén C. Foulkes, arrivé d'Italie, et le 2e Corps du Gén G.G. Simond combattirent côte à côte.

Le 2e Corps d'armée canadien avança depuis la tête de pont sur le Rhin : la 2e Division d'infanterie canadienne, commandée par le Gén A.B. Matthews, fit mouvement en direction de Groningue. À sa gauche, la 3e Division d'infanterie se dirigea vers la Frise tandis qu'à sa droite, la 4e Division blindée progressa le long de la frontière germano-hollandaise vers Delden. Simonds avait ordonné à cette dernière de pivoter vers l'est, en direction d'Oldenburg, en Allemagne. Il inséra la 1re Division blindée polonaise, qui avait rejoint le 2e Corps le 8 avril, dans la trouée ainsi créée entre la 3e et la 4e Division. Les

## L'armée allemande à l'Ouest avait subi une défaite majeure...

membres de la 2e Division d'infanterie canadienne avaient reçu pour tâche de nettoyer les voies d'approche de Groningue et de s'emparer de cette ville. Ils réalisèrent que celle-ci avait été transformée en une véritable place forte. Du 12 au 16 avril, les Canadiens se frayèrent un chemin jusqu'au centre de la cité et prirent plus de 5 000 ennemis; des 209 soldats canadiens blessés, 43 sont morts. Parmi la population de 150 000 habitants, 110 perdirent la vie.

Dans cet exposé, je traiterai de quelques aspects importants propres à la ville de Groningue qui influèrent sur le déroulement de cette bataille.

Groningue, capitale de la province du même nom, est une vieille ville hanséatique et universitaire datant du Moyen Âge; sa population normale en 1940 s'élevait à 124 000 âmes. En avril 1945, l'afflux de réfugiés des provinces méridionales où les forces alliées combattaient depuis septembre 1944 avait fait gonfler sa population à 150 000 âmes.

À cette époque, comme aujourd'hui, la cité comprenait un centre historique construit à la

fin de la période médiévale. La plupart des rues étaient étroites et permettaient tout juste la circulation à sens unique. Elles étaient organisées selon un modèle datant des 15e et 16e siècles et elles étaient densément bordées d'édifices en briques de trois à cinq étages. Un large canal périphérique ceinturait entièrement la vieille ville. L'accès à la ville proprement dite était contrôlé par 12 ponts, trois de chaque côté. En avril 1945, plusieurs de ces ponts avaient été détruits par les Allemands ou simplement relevés pour les rendre inutilisables. Plusieurs canaux pénétraient dans la ville depuis le sud et l'ouest. Certains se trouvaient sur l'axe de progression et les Canadiens devaient les franchir pour avoir accès à la ville. En comptant les faubourgs construits à une époque plus récente à l'extérieur du canal périphérique, les soldats de la 2e division faisaient face à une zone géographique mesurant environ 4,5 km dans l'axe est-ouest et 3 km dans l'axe nord-sud.

Une grande gare ferroviaire dominait les voies d'approche sud de la ville. Un hôpital municipal



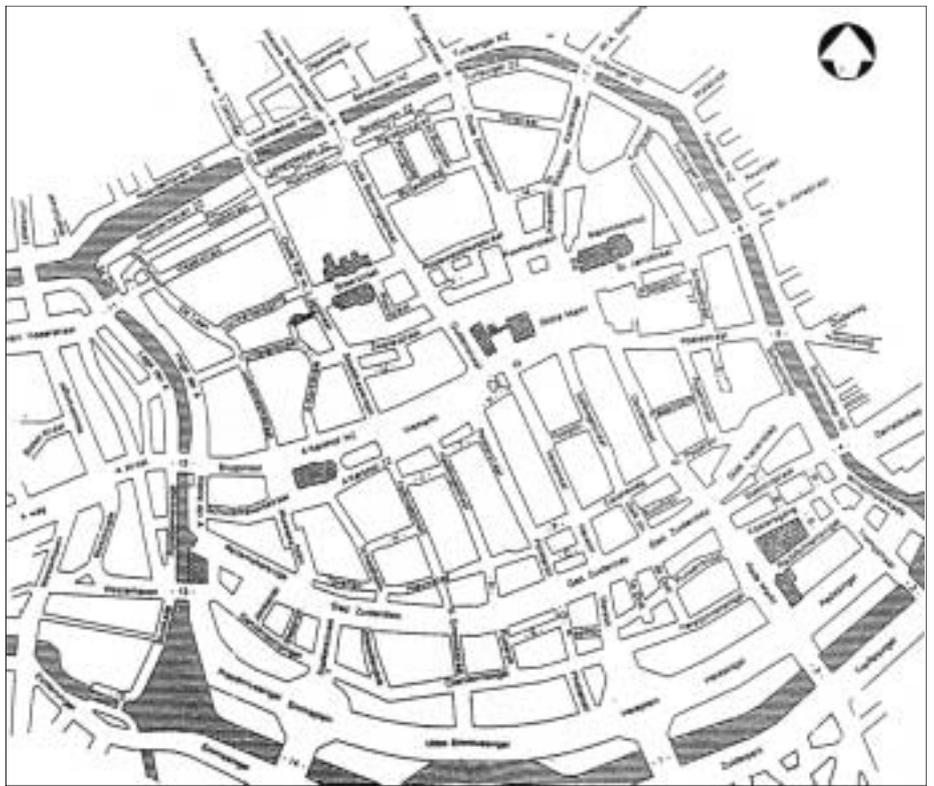
Une représentation des opérations finales au Pays-Bas et en Allemagne de mars à mai en 1945. (Gracieuseté de la Direction – Histoire et patrimoine)

et une centrale électrique étaient à la limite est de la ville tandis qu'une centrale de gaz naturel était située dans le secteur nord-est de la ville. Deux grands parcs municipaux, tous deux fortement défendus, dominaient les voies d'approche sud et ouest de la ville. À travers la ville, un certain nombre de châteaux d'eau et plusieurs hautes usines et grands clochers d'église constituaient d'excellentes positions de tir et causèrent de nombreux maux de tête aux Canadiens qui étaient pris sous le feu constant de nids de mitrailleuses installées dans ces structures.

De tous les types de champs de bataille qu'une armée est susceptible de rencontrer, les zones urbaines sont, de loin, les plus difficiles. Les caractéristiques d'un champ de bataille urbain déterminent de plusieurs façons le déroulement de la bataille.

### **1. Petites unités opérationnelles.**

Un tissu urbain constitué d'édifices serrés les uns contre les autres et de rues étroites oblige le fractionnement des forces militaires en de petites unités qui tentent de s'emparer d'objectifs précis. Le combat en milieu urbain est livré par des sections et des pelotons plutôt que par des brigades ou des divisions et l'initiative d'un sous-officier subalterne ou d'un soldat en détermine souvent l'issue. Les ensembles de bâtiments se transforment en positions de défense et la bataille se transforme en une série d'affrontements séparés et isolés autour de gros édifices, de parcs, de ponts, de nœuds ferroviaires ou de carrefours routiers importants<sup>2</sup>. C'est ce qui se produisit pendant l'attaque initiale contre Groningue dans la nuit du vendredi 13 avril, quand un seul bataillon fut



La ville de Groningue comme elle apparaissait en 1945.

chargé de pénétrer dans la ville par le sud-ouest et se fractionna par la suite en formations plus petites pour combattre un ennemi dispersé.

### **2. Armement à courte portée.**

La proximité des édifices et des maisons obstruant souvent le champ de vision, on ouvrit nécessairement le feu de plus près qu'à l'accoutumée, d'ordinaire de pas plus d'une centaine de pieds. Cette distance était trop courte pour permettre l'utilisation d'armes lourdes sans danger pour leurs servants et obligeait à combattre avec des armes légères ou des munitions d'infanterie lancées à la main<sup>3</sup>. Les armes de prédilection de la bataille de Groningue furent le fusil, la grenade à main et la mitrailleuse. Les tirs d'appui furent fournis par les canons de char de 17 livres qui furent particulièrement efficaces pour éliminer les mitrailleuses postées dans des châteaux d'eau ou des édifices élevés.

### **3. La présence de civils.**

Sur un champ de bataille urbain, la présence d'une importante population civile interdit l'utilisation extensive de tirs d'appui d'artillerie et l'infanterie doit nettoyer chaque rue, maison par maison. Dans Groningue, cette méthode était facilitée par le fait que les Canadiens savaient qu'ils combattaient dans une ville amie. Par conséquent, ils pouvaient frapper aux portes et s'informer poliment auprès des habitants de la présence d'Allemands dans l'édifice<sup>4</sup>. Soulignons que souvent, quand des Allemands étaient découverts, bon nombre ne souhaitaient qu'une chose : se rendre le plus rapidement possible au premier Canadien qui se présentait. Sauf quand des troupes SS étaient là pour s'assurer de leur ardeur combative, les soldats allemands ordinaires n'avaient pas le cœur à offrir une résistance organisée. Malgré cela, un petit nombre de « civils » furent faits prisonniers après avoir pris pour cibles des soldats canadiens. Il s'avéra qu'il s'agissait de SS

hollandais qui avaient abandonné leurs uniformes au profit de vêtements civils<sup>5</sup>.



d'un autre canal courant du sud au nord. Depuis septembre 1944, ils

tranchées entre les deux routes principales vers le sud de la ville. Des photographies aériennes révélèrent que ces ouvrages de défense avaient transformé Groningue en une véritable forteresse qui serait, selon toute vraisemblance, fortement défendue. Ce qu'on ignorait dans le camp allié, c'était qu'une semaine à peine avant l'arrivée de la 2<sup>e</sup> Division canadienne, la 480<sup>e</sup> Division d'infanterie allemande avait quitté Groningue par train probablement pour rejoindre l'Allemagne. Les troupes restantes étaient trop peu nombreuses pour pouvoir tirer profit des ouvrages défensifs entourant la ville.

Ces facteurs influèrent sur le déroulement de la bataille livrée pendant quatre jours par la 2<sup>e</sup> division canadienne pour libérer GRONINGUE. Le MGEN A.B MATTHEWS avait interdit l'utilisation de l'appui aérien ou de l'artillerie lourde pour soutenir l'infanterie pendant sa progression dans la ville. Cette décision était motivée en partie par la

avaient forcé tous les hommes de 16 à 60 ans à construire un vaste réseau de tranchées, fossés antichars, trous d'armes le long des rives du canal ainsi que des casemates couvrant les principaux ponts et un réseau de

**Des soldats canadiens du régiment Highland. Notez le grand nombre de civils à proximité des troupes combattantes.**

Un des aspects les plus intriguants de la bataille fut le besoin impérieux ressenti par la population civile d'accueillir le plus rapidement possible ses libérateurs. Souvent, les personnes sortaient de leurs abris au milieu des combats pour accueillir les Canadiens avec des biscuits et du café et pour hisser les couleurs nationales. Parfois, de tels comportements avaient des conséquences malheureuses et se traduisaient par des pertes inutiles quand les Allemands contre-attaquaient. Mais cela ne décourageait pas les habitants. Photo après photo, on peut voir l'enthousiasme sans bornes des civils pour accueillir leurs libérateurs.

#### **4. Polarisation sur la défense.**

Un des traits caractéristiques d'un champ de bataille urbains qu'il s'agit d'un terrain défensif. Le réseau complexe de rues, passages, places, cours d'eau et ponts favorise les défenseurs qui connaissent parfaitement les lieux et qui disposent de tout le temps nécessaire pour aménager des positions de défense auto ur et à l'intérieur de la ville. À l'est, les Allemands avaient inondé les terres basses au-delà



**Contents d'être libérés. Les citoyens de Groningue expriment volontiers leur plaisir à l'arrivée des troupes canadiennes.**

présence d'un grand nombre de réfugiés civils dans une ville amie ; on admettait aussi que le déploiement de telles armes sur un champ de bataille urbain n'était pas souhaitable. Par conséquent, le seul rôle significatif que jouèrent les pièces de 25 livres des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> régiments d'artillerie de campagne pendant la bataille fut d'engager par-dessus la ville les ouvrages défensifs situés le long de la limite est de Groningue pour empêcher l'ennemi de s'échapper vers Delfzijl et, de là, vers l'Allemagne. Inutile de préciser que la décision de ne pas utiliser l'armement lourd ne facilita pas la progression de l'infanterie devant un ennemi étonnamment déterminé. On n'a jamais pu établir avec précision les effectifs totaux de l'ennemi mais les recherches les plus récentes suggèrent la présence de 7 000 à 7 500 hommes. Le gros des troupes était constitué d'éléments de la *Wehrmacht*, de

personnel des chemins de fer allemands, des troupes de la garnison allemande et enfin des unités du *Sicherheitsdienst* dont le quartier général des provinces septentrionales était situé à Groningue pendant l'occupation. L'ennemi ne disposait pas de chars; en revanche, il pouvait compter sur un stock important de *Panzerfausts* et sur environ 20 pièces de DCA monotubes, bitubes et quatritubes de 20 mm en plus d'un grand nombre de mitrailleuses moyennes et lourdes, y compris des MG 42, une mitrailleuse refroidie par air qui causa bien des problèmes aux Canadiens. Ces armes, on le constate, étaient parfaitement adaptées aux combats urbains. En plaçant ces armes à des nœuds de communication stratégiques comme des ponts et des carrefours importants, l'ennemi a pu assurer une défense énergique et retarder la progression de l'infanterie canadienne.

A première vue, les forces alle-

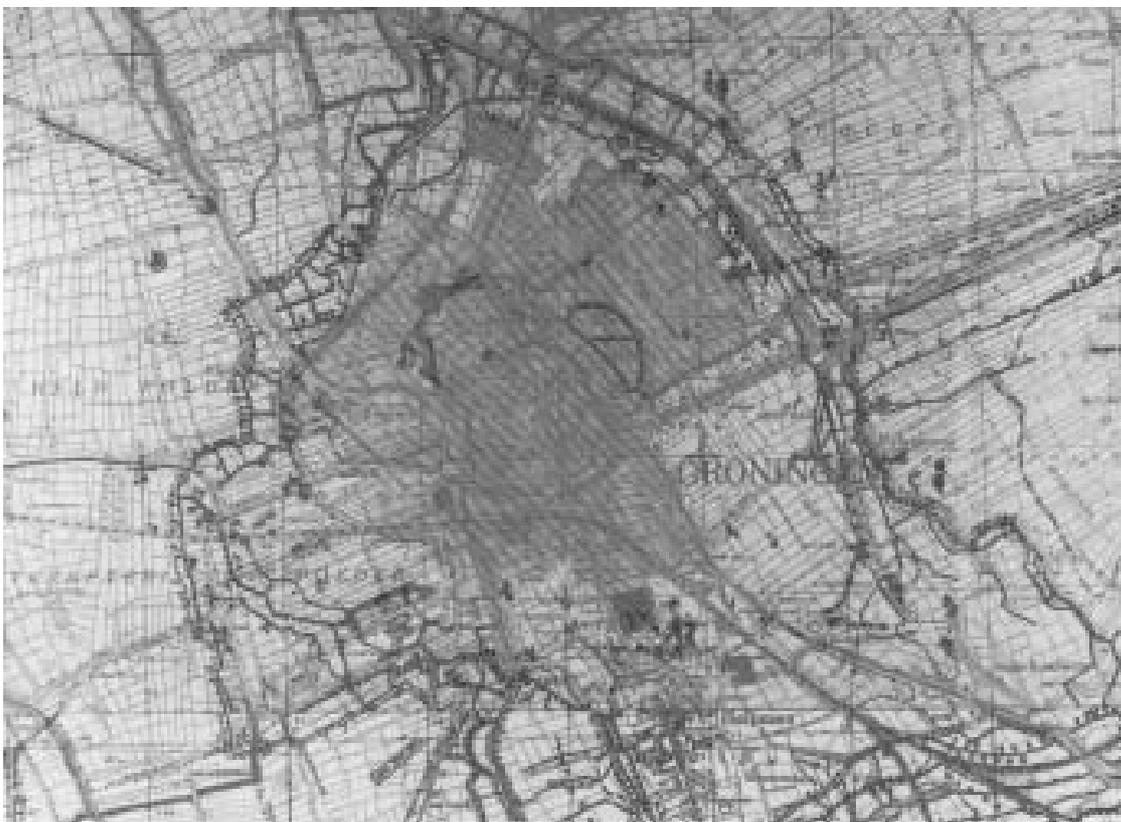
combat. Si les circonstances l'exigeaient, des unités divisionnaires pouvaient souvent se voir confier des tâches qui ne leur étaient pas originellement destinées. Ainsi, dès le début de la guerre, le commandement allemand confia des responsabilités de défense antiaérienne au personnel de ses forces aériennes. La ville étant directement sur la trajectoire de vol des bombardiers alliés vers EMDEN, BREME et HAMBOURG, la présence de troupes de la Luftwaffe à GRONINGUE n'avait rien d'exceptionnel. Celle de membres de la marine était tout aussi naturelle dans une province qui était à tous égards une province côtière où la marine jouait un rôle important dans sa défense. La présence de troupes SS était tout aussi normale. Les SS constituaient la force armée du parti nazi et ils étaient présents partout où l'autorité allemande exerçait son pouvoir sur la population. De bien des manières, ils

constituaient le ciment qui assurait la cohésion des éléments de la machine de combat allemande.

C'étaient des fidèles prêts à combattre des forces supérieures, même au prix d'une mort presque certaine<sup>6</sup>. Ce sont eux qui communiquèrent aux défenseurs de Groningue la volonté et la détermination de combattre jusqu'au bout. Cela est prouvé par le fait que là où il n'y avait pas de SS, l'ennemi était plus disposé à se rendre.

La défense de la ville de Groningue doit être perçue dans le contexte plus large du vaste système défensif qui avait été mis

sur pied par les Allemands dans le nord-est de la province et qui formait la partie la plus septentrionale du WESTWALL dont la



La complexité du terrain à l'intérieur et à la périphérie de Groningue est évidente sur cette carte.

la Luftwaffe et de la Kriegsmarine.

Il y avait aussi des unités SS allemandes et hollandaises, des membres de la *Hitlerjugend*, du

mandes à GRONINGUE semblaient hétéroclites. Cependant, il n'était pas inhabituel pour le commandement allemand de constituer ainsi des unités de



Un croquis représentant le dispositif de défense de Groningue et de la périphérie.

La construction avait été ordonnée par Hitler en septembre 1944. Tout le secteur s'étendant d'Emden, en Allemagne, jusqu'à Groningue était une vaste zone de DCA dont Groningue constituait le point le plus à l'ouest. Dans ce secteur, une ceinture de 21 batteries de DCA était positionnée du côté allemand, autour d'Emden.

La campagne hollandaise était parsemée de batteries de DCA, y compris deux installées à l'est, en bordure de la ville. De plus, l'île de Borkum, au large de la côte de la mer du Nord, était une forteresse autonome dotée de 12 batteries complètes de DCA et d'artillerie de marine armées de pièces de 8,8 à 28 cm. Si je mentionne ces faits, c'est qu'on n'a jamais cessé de se demander pourquoi le commandement canadien a lancé une attaque frontale contre Groningue plutôt que contourner la ville en la masquant. Avec du recul, c'est toujours plus facile d'analyser un problème. Les Alliés n'ignoraient pas que la fin de la guerre était proche mais

nul ne savait à quel moment les forces armées du Troisième Reich s'effondreraient. La ville de Groningue était un élément du réseau de défense unissant Emden, Delfzijl et Groningue. Des milliers de soldats allemands et de sympathisants nazis fuyaient en provenance de l'ouest; ils passaient par le pont-jetée de l'Ysselmeer en direction de Delfzijl où ils espéraient franchir l'Ems et regagner l'Allemagne. Il ne faut pas oublier non plus qu'une population de 4,5 millions de personnes dans l'ouest des Pays-Bas avait été coupée de toute

source de ravitaillement depuis l'opération

« Market Garden » et qu'elle était sur le point de connaître un état de famine totale. Étant donné que les provinces septentrionales étaient le grenier de l'ouest

du pays, il était indispensable que ces provinces soient libérées de l'ennemi le plus rapidement possible. Soulignons enfin que, dans un pays comme les Pays-Bas, qui était un allié et non un ennemi, et malgré le fait que l'objectif militaire principal était de vaincre l'ennemi, la nécessité de libérer

150 000 civils du joug de leurs oppresseurs joua un rôle dans le choix des opérations militaires.

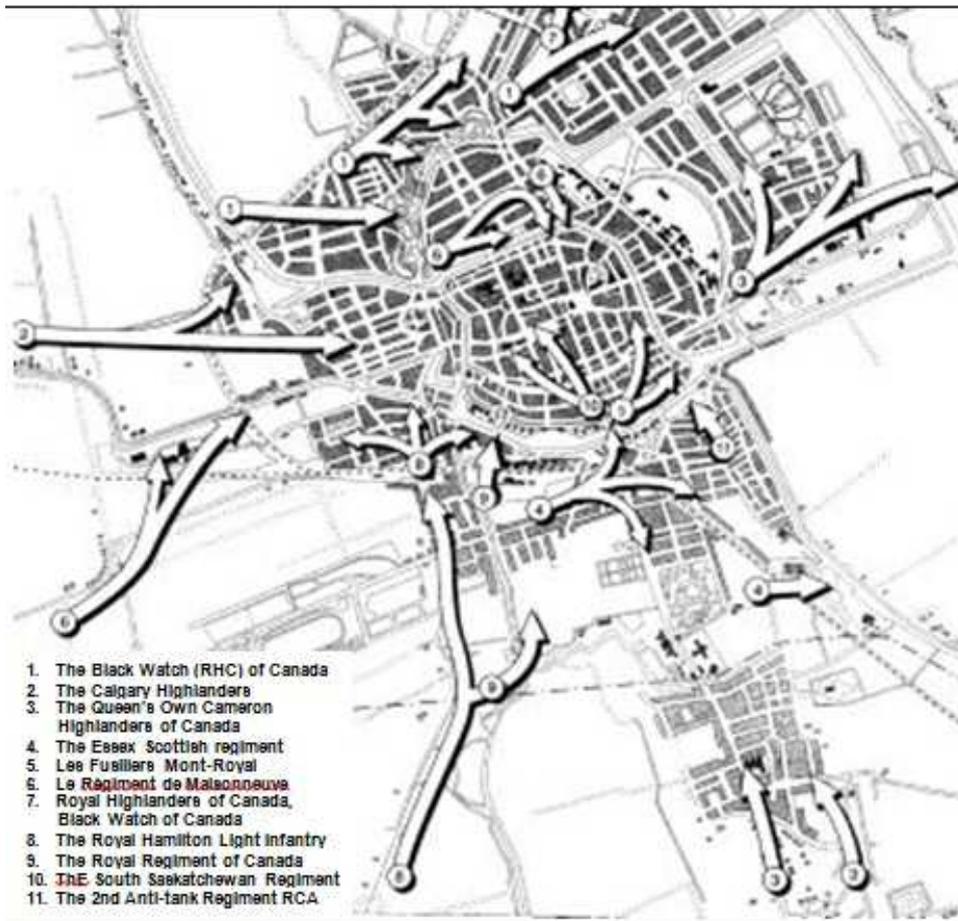
L'effectif total de la 2e Division d'infanterie canadienne s'élevait à se retrouvèrent sous un feu intense provenant d'un grand parc municipal fortifié, d'une raffinerie de sucre de betterave et des maisons bordant la rue. Tôt le samedi matin, ils reçurent l'aide de leur bataillon frère, le Royal Regiment of Canada, pour s'emparer d'un pont ayant une importance capitale mais il fallut la journée entière aux « Rileys » pour atteindre leur objectif, le canal périphérique, d'où ils durent se replier avec de lourdes pertes, y compris 11 morts. L'histoire régimentaire du



RHLI décrit ainsi ces combats :

Dans Groningue même, des canons de DCA quadritubes de 20 mm utilisés dans un rôle terrestre ralentirent la progression de la compagnie « A » au point où la compagnie « D », avec l'appui de transporteurs de troupes, dut mener un assaut de diversion sur le flanc ouest de la ville avant que la compagnie « A » puisse prendre pied [...] Plus d'une centaine de prisonniers furent faits pendant les combats de maison en maison qui furent parfois particulièrement acharnés et soutenus. Ben Holt, qui commandait la compagnie « C », subit sa troisième blessure de la campagne pendant que les « Rileys » se frayaient un chemin dans la ville. Même si les positions allemandes devenaient intenable, il y avait encore des hommes qui, de chaque côté, étaient prêts à courir des risques extrêmes. Beaucoup de membres d'un peloton de la compagnie « A » furent blessés par le feu d'armes légères provenant d'une maison, ce qui rendit ainsi le reste du peloton extrêmement vulnérable à une contre-attaque. Le caporal suppléant Wilf King se porta volontaire pour rejoindre le poste de commandement de la compagnie pour y obtenir des renforts et des fournitures médicales; il franchit la rue les jambes à son cou sous un feu intense, les balles ricochèrent sur les murs autour de lui. Il se mérita sur-le-champ la MM<sup>9</sup>. [traduction]

Il devint évident aux yeux du commandement canadien que face à un ennemi déterminé, il fallait adopter une méthode différente, plus énergique, pour se rendre jusqu'au centre de la ville. Par conséquent, le samedi matin, deux bataillons de la 5e Brigade, le Black Watch of Canada et le Calgary Highlanders, furent envoyés vers le nord-ouest de la ville pour pénétrer dans ses faubourgs ouest et



Un croquis des routes menant à l'intérieur de la ville prises par diverses unités canadiennes.

nord tandis que le Régiment de Maisonneuve, une unité canadienne - française, se dirigeait vers la raffinerie de sucre pour en déloger l'ennemi. Un compte rendu de la prise de cette usine décrit bien le type de combats urbains dans lesquels étaient engagées les troupes canadiennes ainsi que l'initiative du capitaine Jean R. Beauchemin, le commandant de la compagnie « C » du Régiment de Maisonneuve :

... les déplacements étaient très difficiles : le terrain sur lequel nous avançons était plat et entrecoupé de nombreux petits canaux. Par conséquent, j'ai regroupé et utilisé tous mes mortiers de 2 pouces pour dissimuler derrière un écran de fumée le peloton commandé par le lieutenant Charbonneau ( un valeureux officier ) qui passait à l'attaque. Après 500 verges, il fut incapable d'avancer un pouce de plus. Au même moment, une autre compagnie de notre unité et un autre bataillon étaient sup-

posés nettoyer la raffinerie de sucre et l'autre côté du pont ferroviaire mais nous n'avions aucun signe d'eux. Ainsi, ma compagnie constituait une cible facile pour les Allemands qui nous dominaient des maisons de Groningue. Ma première pensée fut de sauver ce peloton d'une mort certaine [...] La raffinerie n'ayant pas été nettoyée, nous étions de vrais canards au champ de tir. J'ai donc dû modifier totalement mon plan d'attaque et je décidai de nettoyer d'abord la raffinerie. Avec le reste de ma compagnie, nous rampâmes jusqu'au canal menant au chemin de fer en face de l'usine mais avant de pouvoir rejoindre le chemin de fer, nous dûmes franchir plusieurs espaces à découvert et la manœuvre se transforma en un jeu dément du chat et de la souris avec les canons allemands (incidemment, les Allemands nous canardaient avec des canons de 20 millimètres et des mitrailleuses en faisant un usage intensif de traceuses). Nous réussîmes à atteindre un des

côtés du chemin de fer sans mort ni blessé... [les points de suspension sont de l'auteur]

Le problème suivant était de franchir le chemin au pas de course. Le premier qui s'y risqua, le caporal Doyon, eut la tête arrachée [...] Pour soutenir le moral de mes hommes, je m'élançai mais une de mes jambes fut paralysée à la hauteur du genou et je ne pus continuer qu'en rampant lentement. Mon ordonnance, Paquin, courut à mon secours et me tira de l'autre côté du chemin de fer ...

Nous n'étions plus en danger un fois rendus près de la raffinerie puisqu'ils ne pouvaient plus nous atteindre. J'examinai ce gros bâtiment et me rendis compte qu'il était pratiquement impossible de le nettoyer étage après étage. J'ai donc décidé de nettoyer le rez-de-chaussée et le sous-sol et d'y mettre le feu pour enfumer l'ennemi. La manœuvre réussit...[les points de suspension sont de l'auteur] et ainsi la voie était ouverte vers le pont. Mais de l'autre côté de celui-ci, il y avait un chemin courant parallèlement au canal ainsi qu'un blockhaus et un barrage routier ou un piège à chars. Le blockhaus était défendu par des fanatiques. Par un coup de chance, un servant de PIAT atteint de son projectile la meurtrière du blockhaus tuant ainsi tous ses occupants à l'exception d'un officier grièvement blessé qui sortit en signalant avec sa chemise son intention de se rendre. Il s'engagea sur le pont mais, rendu au milieu, il fut pris pour cible par des canons allemands qui le blessèrent mortellement. Il mourut dans mes quartiers pendant la nuit<sup>10</sup>. [traduction].

Au même moment, les régiments de la 6e Brigade pénétrèrent dans les faubourgs par la deuxième voie d'approche du sud menant à la vieille ville. Le samedi fut consacré au nettoyage



**Le terrain du chemin de fer libéré par la 6<sup>e</sup> Brigade.**

du secteur de la gare ferroviaire et au déploiement pour prendre le contrôle d'un des ponts franchissant le canal périphérique. Les Canadiens ne purent pénétrer dans la vieille ville avant six heures et un furieux combat s'engagea pour s'emparer d'une position de l'autre côté d'un des ponts franchissant le canal périphérique. Les Canadiens ne purent pénétrer dans la vieille ville avant six heures et un furieux combat s'engagea pour s'emparer d'une position de l'autre côté d'un des ponts franchissant le canal périphérique.

La seule opposition sérieuse provint de la colline dans un grand parc urbain qui encerclait le nord-ouest de la vieille ville. Elle était fortement défendue par environ 300 SS fanatiques. Plusieurs attaques d'infanterie appuyées par des lance-flammes et des chars furent nécessaires pour les en déloger.

La phase de la consolidation de la bataille dans la vieille ville entraîna la destruction par l'ennemi de groupes concentrés d'édifices. Ces destructions étaient souvent délibérées et visaient à bloquer certaines rues étroites. La résistance fut vain-

cue en partie par l'infanterie pénétrant derrière les lignes ennemies en passant par les jardins et les murs des maisons. Cela s'effectua souvent avec l'aide des citoyens de la ville terrés dans leurs maisons. Partout où cela était possible, des véhicules blindés appuyaient l'infanterie et engageaient les défenseurs allemands retranchés dans les édifices.

Au centre de la ville, se trouvaient deux grandes places contiguës beaucoup trop vastes pour être franchies sans danger par l'infanterie. Les Allemands avaient posté plusieurs mitrailleuses lourdes dans les vieux édifices en bordure nord de ces vastes espaces ouverts. Les chars du Fort Garry Horse se placèrent en ligne sur la bordure sud des deux places et, avec leur canon de 17 livres, il pulvérisèrent les positions allemandes ayant mis le feu aux édifices dans leur fuite, cette partie de la ville fut la plus gravement endommagée pendant les quatre jours de combat. Ce ne fut pas avant le lundi matin que les allemands furent confinés à une toute petite partie de la ville, au nord-est, et que toute résistance organisée prit fin avec la reddi-

« Ceux-ci furent parmi les derniers des 5 852 fils du Canada à donner leur vie pour libérer les Pays-Bas du régime nazi... »

tion du commandant allemand, un colonel au lieutenant-colonel JJ DEXTRAZE, le commandant des fusiliers de Montréal.

Malgré les dommages causés dans la vieille ville, l'essentiel de l'infrastructure était encore relativement intact. La gare ferroviaire et la cour de triage n'avaient pas été détruites. Le grand hôpital à la limite est de la ville était intact. La grande usine de gaz naturel continuait à servir ses clients. L'alimentation électrique, sauf pendant une courte période le samedi, ne fut pas interrompue. En fait, on peut dire que la bataille pour le contrôle de Groningue fut livrée en une série d'étapes contrôlées et que les unités se sont relayées au front. La manière dont la bataille fut livrée démontre le souci réel d'épargner les civils hollandais tout en tentant d'assurer aux soldats canadiens un appui adéquat sur un champ de bataille urbain.

Le 12 avril, les autorités du Corps de prévôté canadien rendaient compte de la prise au total de 95 officiers et 5 117 militaires du rang<sup>11</sup>. Des recherches exhaustives en 1951 révélèrent que 130 Allemands avaient été tués pendant les quatre jours de combat à Groningue. Le reste des forces ennemies (environ 2000 hommes) s'enfuirent vers Delfzijl où elles participèrent sans doute aux combats autour de cette ville pendant les deux dernières semaines de la guerre.

Plusieurs plaques à travers la ville rappellent encore aux citoyens de Groningue ces quatre jours de combat. Mais

on a jugé qu'elles ne suffisaient pas. En 1995, cinquante ans après la guerre, la ville de Groningue réserva un terrain de six hectares pour l'aménagement d'un parc commémorant la libération, un espace vert planté d'érables. Chaque année, des arbres supplémentaires sont plantés le jour du Souvenir et, bien que la forêt ne soit encore

qu'embryonnaire, ce parc sera un témoignage durable à la mémoire des 43 soldats de la 2e Division d'infanterie canadienne morts à Groningue. Ceux-ci furent parmi les derniers des 5 852 fils du Canada à donner leur vie pour libérer les Pays-Bas du régime nazi.

#### NOTES

1. C.P. Stacey, *The Victory Campaign*, Vol. III, Ottawa, The Queen's Printer and Controller of Stationary, 1960, p. 522.
2. G.J. Ashworth, *The City as Battlefield*, Groningen, Faculty of Spatial Science, U. of Groningen, 1995, p. 9.
3. *Ibid*, p. 15.
4. Terry Copp, *The Brigade*, Stony Creek: Fortress Publication, 1992, p. 192.
5. M.H. Huizinga, *Maple Leaf Up*, Groningen, Uitgeverij J. Nijmeijer, 1980, p. 71.
6. Drs. Chr. Van Welsenens, *De Duitse Veediging van de stad Groningen aan het einde van de Tweede Wereldoorlog* in W.J. Forsma, A.T. Schuitema, et al. (édi.) *Groningse Volksalmenac*, Groningen: Erven B. van der Kamp, 1977, p. 105.
7. Huizinga, M.H., *Met de blik naar boven*, Uitgeverij Reco, 1995, p. 226.
8. Huizinga, *Vier dagen in April*, Uitgeverij Reco, 1998, p. 319.
9. Semper Paratus, *The History of the Royal Hamilton Light Infantry, 1962-1977*. Édition révisée et annotée par Breerton Greenhouse, Hamilton,
10. W.L. Griffin Ltd., 1977, p. 332.
11. Note à M. Udd du Capitaine Jean R. Beauchemin. La lettre a été trouvée dans les documents de M. Huizinga de *De Stichting Oorlogs- & Verzetsmateriaal*, Groningen. Cette note n'est pas datée et elle a été traduite du français à l'anglais et, pour les besoins de la présente version française, de nouveau de l'anglais au français

#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

M. Ralph Dykstra est un enseignant retraité du niveau secondaire. Depuis sa retraite en 1996, il a terminé une maîtrise ès arts à l'université Wilfred Laurier sous la tutelle du professeur Terry Copp, qui est reconnu pour ses études sur les opérations de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale. Cet article est un condensé de la thèse de M. Dykstra.

## André DEVIGNY. Un condamné à mort s'est échappé.

Je suis né le 25 mai 1916 à Habère-Lullin en Haute-Savoie, dans une famille d'agriculteurs et de militaires, alors que la guerre ravageait la France.

Pupille de la Nation, je suis les cours de l'école normale supérieure d'instituteurs de Bonneville, puis la préparation militaire et la déclaration de guerre en août 1939 me conduisent au 5<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains avec le grade de sous-lieutenant. Dès décembre 1939, je me trouve en première ligne en Lorraine lorsque je parviens à repousser une attaque allemande sous un violent tir d'artillerie et malgré une supériorité numérique ennemie. Je reçois la croix de chevalier de la Légion d'Honneur à 23 ans. Mais le 20 mai 1940, je suis grièvement blessé à Ham et suis évacué vers l'hôpital de Bordeaux. Je cherche alors à rejoindre la Grande Bretagne, mais suis orienté vers le Maroc compte tenu de mon appartenance aux



NOMY et [Pierre et Dominique PONCHARDIER](#), la mission d'organiser un réseau de renseignement militaire couvrant la zone sud de la France. Ce réseau, dit « Gilbert », pseudonyme du colonel GROUSSARD, est rapidement constitué, opérationnel et efficace. La préparation du débarquement en [Provence](#), du sabotage de la poudrerie de [Toulouse](#) et l'exécution du chef du contre-espionnage italien sont parmi mes premières tâches. Je participe également à la création d'un réseau de passage vers la Suisse qui sera utilisé par toute la résistance.

Mais, infiltré par Robert MOGG, agent double de l'Abwehr, le réseau est trahi. Il reste cependant opérationnel grâce à son cloisonnement. Je suis alors arrêté en gare d'[Annemasse](#) par la [Gestapo](#) le 17 avril 1943 et l'un de mes adjoints, le capitaine BULARD est abattu à Lyon. Interné à la [prison Montluc](#) à Lyon, je passe une première nuit dans la cellule N°13 au rez-de-chaussée du bâtiment cellulaire. Dès le lendemain, je suis emmené au siège de la Gestapo pour poursuivre mon interrogatoire. Dès mon retour à Montluc le soir du 19 avril, je suis transféré dans la cellule N°45. Ces interrogatoires se poursuivent jusqu'au 15

mai 1943. Au cours d'un transfert de la prison au siège de la Gestapo, je tente une première évasion, mais je suis aussitôt repris.

De la cellule 45, situé au rez-de-chaussée dans le quartier des condamnés à mort, je parviens à entrer en contact avec un détenu politique, Charles BURY (ancien chef de la censure à Saint-Étienne), grâce à qui je peux faire sortir quelques lettres de la prison, destinées à ma famille et mon réseau. Je suis ensuite transféré dans la cellule N°107 le 2 juin 1943, au 2<sup>e</sup> étage du bâtiment cellulaire de la prison. Dans cette cellule, constatant la présence d'un bois plus tendre faisant la jonction entre les planches de la porte, je prépare un plan d'évasion et me mets à creuser ce bois à l'aide d'une cuillère. Après trois semaines de travail, je suis capable de sortir dans le couloir du 2<sup>e</sup> étage. Après avoir reçu un colis, je découpe en lanière mes vêtements et tresse des cordes avec les fils de fer de mon sommier. Je fabrique également 2 crochets avec l'armature métallique de la lanterne de ma cellule. Le 20 août 1943, j'apprends ma condamnation à mort par la cour martiale allemande. Le même jour, un nouveau détenu arrive dans ma cellule. Après quelques jours d'hésitation, je lui confie mon projet d'évasion et décide de l'amener avec moi. Dans la nuit du 24 au 25 août 1943, je mets mon projet à exécution et parviens à m'évader de nuit avec mon camarade de détention. Après avoir trouvé refuge chez un ami, je suis de nouveau arrêté lors d'un contrôle de police à Vaulx en Velin mais réussit à m'enfuir et trouve refuge dans une famille à Lyon. Après 3 semaines de repos, je parviens à gagner la Suisse et retrouve mon réseau, d'où avec une fausse



tirailleurs. C'est là que je suis reçu au concours d'admission à l'école d'officiers de Saint-Maixant ; je rejoins alors la métropole, mais l'invasion de la zone sud par l'armée allemande en novembre 1942 me met en congé d'armistice.

Afin de poursuivre le combat, je prends contact avec le consul anglais à Genève qui me recommande au [colonel GROUSSARD](#). Ce dernier me confie, en liaison avec le commandant

identité, je rejoins l'Espagne puis l'Afrique du Nord. Volontaire pour servir au bataillon parachutiste de Choc, je participe au [débarquement en Provence](#) en août 1944 et remonte vers l'Allemagne avec les armées alliées.

En 1944, je suis nommé capitaine et en 1945 fait [Compagnon de la Libération](#). En 1946 je suis promu chef de bataillon.

J'effectue ensuite des temps de commandement (bataillon puis régiment) en Allemagne au 5<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains et au [7<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens](#) avant d'être nommé chef de service central des sports des forces armées et directeur du bataillon de Joinville. Promu colonel, chef de secteur opérationnel dans le sud algérien de 1955 à 1962, je suis de nouveau blessé au combat en mai 1959. De retour en métropole, je prends la direction de la préparation militaire supérieure de Paris et la préparation militaire parachutiste pour l'ensemble du pays, et le [général de Gaulle](#) me nomme haut magistrat à la [cour de sûreté de l'État](#). En 1965, je suis affecté au cabinet du chef d'état-major de l'Armée de terre en tant que directeur du service action du [SDECE](#) avec direction de la délégation annuelle française au comité allié. Les missions du service action dans un contexte d'enjeux majeurs et de tensions exacerbées au Moyen-Orient, dans le Pacifique, en Afrique et à l'Est, ont porté très haut mes responsabilités. Je m'attacherai en permanence à faire admettre l'importance de préparer la guerre clandestine dès le temps de paix.

Je suis promu général de brigade en 1971, date à laquelle je prends ma retraite.

André DEVIGNY est décédé le 12 février 1999 à Hauteville sur Fier en Haute-Savoie où il a été inhumé.

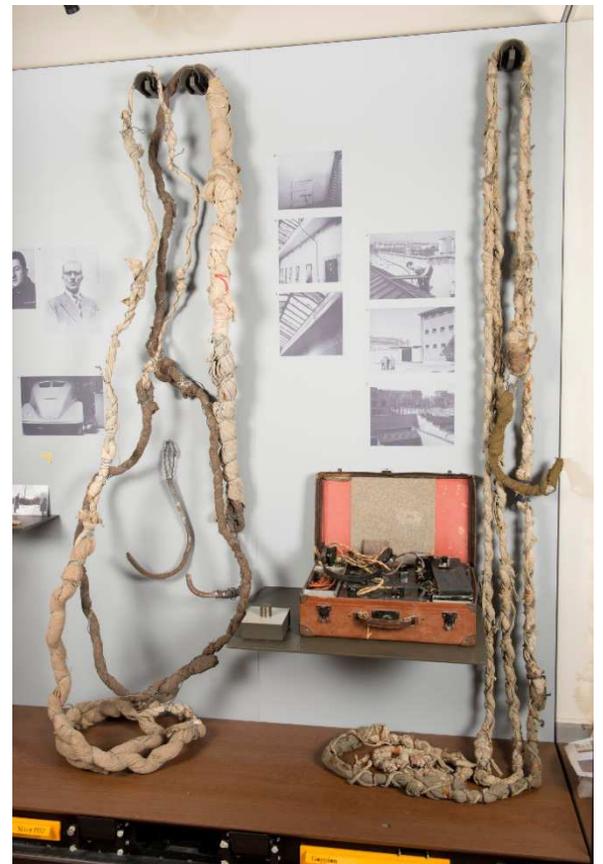
Il était titulaire des décorations suivantes :

- Grand officier de la légion d'honneur,
- Compagnon de la libération - décret du 27 décembre 1945,
- Croix de guerre 39/45 (8 citations),
- Croix de la valeur militaire (4 citations),
- Médaille de la résistance française,
- Médaille des évadés,
- Commandeur du mérite sportif,
- Military cross,
- Croix de guerre belge,
- Officier de la couronne belge.



Les cordes d'évasion ont été retrouvés par André DEVIGNY après la Libération à la prison de Montluc, elles avaient été conservés comme pièces à conviction.

Elles sont aujourd'hui exposées dans une vitrine du musée des compagnons de l'ordre de la libération à l'Hôtel National des Invalides.



L'histoire militaire par le War-game, une autre bataille des Arapiles.

<https://youtu.be/i620dYwNcDU>

La guerre américano-mexicaines : D'Etats-unie à Américain :

<https://youtu.be/vdiFymFZvjw>

Petite guerre des partisans : la troisième invasion du Portugal :

<https://youtu.be/nPk8ZDS-1fw>

Que est le bilan de la campagne d'Egypte ?

<https://youtu.be/CIW7v4JBXPA>